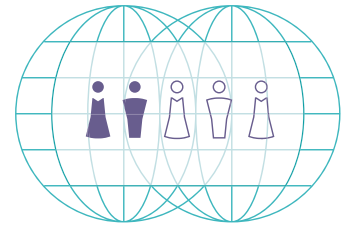


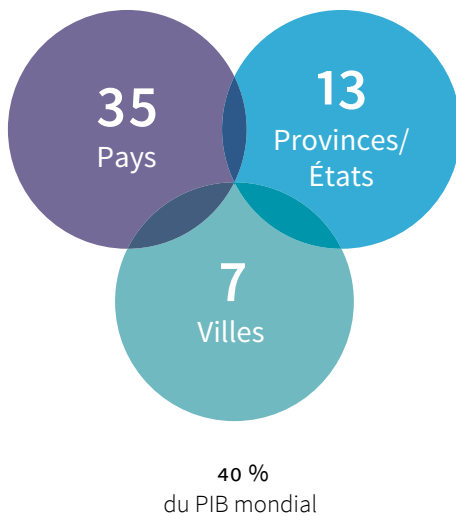
APERÇU DES SYSTÈMES D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'EMISSION

Un système d'échange de quotas d'émission (« emissions trading scheme » ou « ETS » en anglais) est un mécanisme de marché qui peut être utilisé pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il repose sur le principe de « plafond et échange ». Le gouvernement fixe une limite (un plafond) d'émissions totales qui s'applique à un ou plusieurs secteurs de l'économie. Les entreprises œuvrant dans ces secteurs doivent détenir un permis pour chaque tonne d'émissions relâchée dans l'atmosphère. Ces entreprises peuvent recevoir ou acheter des permis et elles peuvent en échanger avec d'autres entreprises.



À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE,
2 PERSONNES SUR 5

habitent un pays ou un État qui considère, développe ou opère un système d'échange de quotas d'émission de GES.



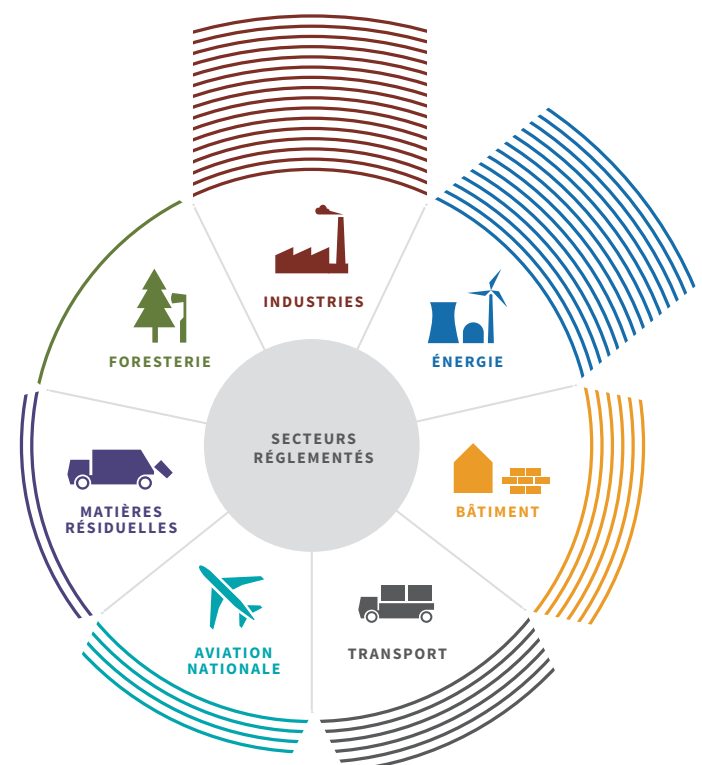
LES SYSTÈMES D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'EMISSION SONT DE PLUS EN PLUS RÉPANDUS À TRAVERS LA PLANÈTE

Il y a 10 ans, le premier ETS d'importance, soit le Système Communautaire d'Échange de Quotas d'Émissions (SCEQE) de l'Union européenne, a vu le jour. Aujourd'hui, il existe 17 systèmes d'échange de quotas d'émission de GES sur 4 continents. Ces pays et territoires produisent environ 40% de la richesse mondiale (PIB). Qui plus est, plus de 12 gouvernements étudient actuellement la possibilité de mettre en place un système d'échange de quotas d'émission, faisant de cette approche un mécanisme privilégié dans la lutte contre les changements climatiques.

CHAQUE SYSTÈME EST UNIQUE

Les gouvernements peuvent adapter leur ETS à leurs besoins, et chaque système présente ainsi sa propre approche de plafonnement et d'échange. Actuellement, les systèmes fonctionnent à des échelles variées, des mégapoles telles que Tokyo aux États américains et aux provinces canadiennes, en passant par le niveau supranational tel que l'Union européenne. Les caractéristiques diffèrent de système en système, tout comme le font les gaz à effet de serre et les secteurs économiques qui sont visés. Si la plupart des systèmes couvrent les secteurs industriels et de l'énergie, un système peut être façonné pour réduire les émissions émises par d'autres secteurs de l'économie (voir le graphique).

■ Tous sauf : RGGI	■ Shanghai	■ Nouvelle-Zélande
■ Tous sauf : Saitama	■ Shenzhen	■ République de Corée
■ Suisse	■ Tokyo	■ Shanghai
■ Tokyo	■ Pékin	■ Nouvelle-Zélande
■ Pékin	■ Californie	■ République de Corée
■ République de Corée	■ Nouvelle-Zélande	■ République de Corée
■ Saitama	■ Québec	■ Nouvelle-Zélande
	■ République de Corée	■ Shanghai
	■ Shanghai	



Les juridictions présentées entre parenthèses régulent les émissions en amont de la chaîne de production.

LES SYSTÈMES EN PLACE SE DÉVELOPPENT ET SE LIENT LES UNS AUX AUTRES

La première génération d'ETS au fait l'objet d'améliorations à la lumière des leçons apprises au cours des dernières années. La Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI), un système mis en place par 9 États du nord-est américain, a été révisé avec succès en 2012 et est désormais perçu comme un modèle intéressant qui permet de respecter la nouvelle réglementation relative aux centrales électriques (Clean Power Plan). En Europe, une réforme structurelle du SCEQE est en cours. Comme première étape, une réserve annuelle de permis (Market Stability Reserve) sera introduite, ce qui aidera le système à s'ajuster aux facteurs externes tels que le changement technologique ou la croissance économique. La Nouvelle-Zélande prépare elle aussi une seconde révision de son système.

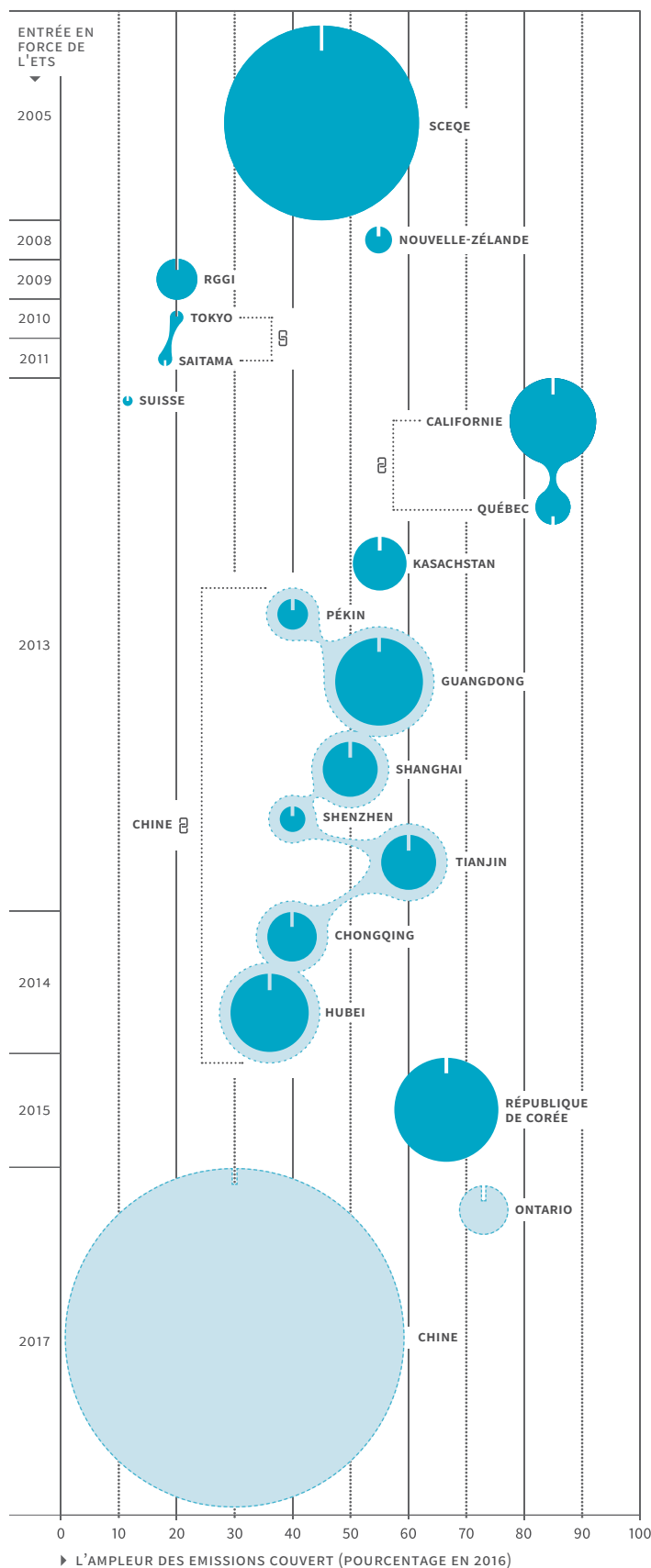
Une autre tendance importante quant aux ETS est de créer un marché commun, un processus par lequel deux gouvernements ou plus lient leur système les uns aux autres. Cela permet d'acheter et de vendre des quotas entre les systèmes concernés. En 2014, la Californie et le Québec ont réussi à lier leurs systèmes respectifs. En 2015, la distribution des carburants a été assujettie au système conjoint et l'ampleur du marché du carbone a doublé. Ce dernier couvre désormais 85 % des émissions totales des deux territoires.

Ce système conjoint pourrait s'étendre davantage, puisque l'Ontario a annoncé son intention de créer un système de permis échangeables et de le lier à celui de la Californie et du Québec. Par ailleurs, Tokyo, qui a mis en place le premier système à l'échelle d'une ville, a récemment lié son système à celui de la province de Saitama. Enfin, l'Union Européenne entretient actuellement des négociations avec la Suisse pour lier leurs ETS.

DE NOUVEAUX SYSTÈMES VOIENT LE JOUR

L'Asie est depuis peu une région où le développement de nouveaux ETS est en effervescence. En 2015, la République de Corée est devenue le deuxième pays après le Kazakhstan à lancer un ETS national en Asie. Le système coréen est présentement le deuxième plus important dans le monde, après le SCEQE. La Chine compte sept systèmes pilotes en opération à l'échelle municipale et provinciale et acquiert ainsi une expérience précieuse en prévision du lancement d'un marché du carbone national prévu au début de 2017. Une fois en vigueur, le système chinois sera le plus grand de la planète. Ailleurs aux États-Unis, on constate un intérêt croissant pour les systèmes d'échange de quotas d'émission à gaz à effet de serre depuis l'édiction du Clean Power Plan, ce qui pourrait conduire à l'élargissement des systèmes existants ou à l'émergence de nouveaux systèmes.

La taille des bulles donne une idée approximative de l'ampleur du système selon la quantité des émissions couvertes. La couverture relative indique le pourcentage des émissions nationales de GES qui est régulé sous le système d'échange de quotas.



AU SUJET DE L'INTERNATIONAL CARBON ACTION PARTNERSHIP (ICAP): ICAP est un forum international qui s'adresse aux gouvernements nationaux et infranationaux ayant pour but l'échange de bonnes pratiques liées au développement et à la mise en œuvre de ETS. Ses activités peuvent être catégorisées selon trois piliers : le dialogue technique, le partage de connaissances et le renforcement des capacités. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [web d'ICAP](#), visionnez [la carte ICAP](#) ou suivez-nous sur [Twitter](#).